

A_2021_214
PC01602421X0005 M. FOURCADE Anthony & Mme CHERIN Stéphanie
CONSTRUCTION MAISON INDIVIDUELLE

**COMMUNE DE
AUSSAC VADALLE**

DOSSIER N° : PC01602421X0005
date de dépôt : 26/05/2021
demandeur : M. FOURCADE Anthony & Mme
CHERIN Stéphanie
pour : CONSTRUCTION MAISON INDIVIDUELLE
adresse terrain : RUE DE LA REPUBLIQUE
« LOTISSEMENT DES PRES » - LOT 3
16560 AUSSAC VADALLE
Parcelle(s) cadastrée(s) : ZP 185P

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de la commune de AUSSAC VADALLE

Le Maire d'AUSSAC VADALLE,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 26/05/2021, par
M. FOURCADE Anthony & Mme CHERIN Stéphanie demeurant 29A RUE DE LA GARE, à VARS (16330) ;

Vu l'objet de la demande :

Pour la **CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE** ;

D'une **SURFACE TOTALE CREEE DE 107.37m²** ;

Sur un terrain situé **RUE DE LA REPUBLIQUE, « LOTISSEMENT DES PRES » - LOT 3, à AUSSAC VADALLE (16560)** ;

Cadastré : **ZP 185P** ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la Carte Communale approuvée le 15/11/2007, révisée le 03/01/2012, mise à jour le 25/01/2018 et le 23/02/2018 ;

Vu les articles R 442-1 à R 442-25 du code de l'urbanisme relatifs aux lotissements ;

Vu le lotissement autorisé par arrêté du Maire en date du 04/03/2020, délivré sous le numéro PA01602419X0001 ;

Vu la déclaration d'achèvement et de conformité totale des travaux en date du 01/04/2021 ;

Vu l'attestation de non contestation de la conformité des travaux délivrée le 13/04/2021 ;

ARRÊTE

Article Unique

Le permis de construire est **ACCORDE**.

Observations :

Les eaux pluviales seront résorbées sur la parcelle.

Dans le cadre du déploiement de la fibre optique, **prévoir une gaine supplémentaire pour le raccordement à la fibre** située Rue de la République. Pour toute information complémentaire, consulter le site internet de Charente Numérique.

A AUSSAC VADALLE, le 07 juin 2021

Le Maire,
M. LIOT Gérard



Les travaux envisagés donnent lieu au paiement de la **Taxe d'Aménagement**, au profit de la **Commune** et du **Département**, ainsi que le **Redevance d'Archéologie Préventive**, au profit de la **Direction Régionale des Affaires Culturelles**.

Elles seront recouvrées par le Trésor Public, et vous recevrez un courrier vous indiquant le montant exact des taxes.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis:

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

